



PROJET DE CONVENTION d'application et d'objectifs
SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT EN CREDIT-BAIL DES ENTREPRISES
DE LA FILIERE BOIS

DEPARTEMENT DE LA DROME

VU :

- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu l'article L.3232-1-2 du CGCT ;
- Vu la Convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département de la Drôme, en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt ;
- Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Vu le régime notifié SA.41595 - partie A - Aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique ;
- Vu le régime cadre exempté SA.49718 relatif aux aides en faveur du secteur forestier et des systèmes agroforestiers ;
- Vu le régime d'exemption SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Vu le programme d'actions du plan forêt-bois 2018-2022 et ses règlements adopté le 9 juillet 2018 ;
- Vu la demande déposée par l'entreprise le ... ;
- Vu l'avis favorable de la Commission organique de développement du Conseil départemental de la Drôme émis le ... ;
- Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental de la Drôme du 30/03/2020 ;

ENTRE

Le DEPARTEMENT DE LA DROME, représenté par Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil départemental, agissant en nom et pour le compte du Département aux fins des présentes en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 30 mars 2020, désigné ci-après **"le Département"** ;

ET

La société de crédit-bail si....., immatriculée au RCS sous le numéro n°....., dénommé ci-après **"le titulaire"** ;

ET

La société....., immatriculée au RCS sous le numéro n°....., dont le siège est à, représentée paragissant au nom et en leur qualité de dirigeant de ladite société, dénommée ci-après "le bénéficiaire" ;

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Le Département de la Drôme souhaite encourager l'investissement productif et technologique et favoriser la compétitivité des entreprises de la filière bois.

Dans ce cadre, l'Assemblée départementale a voté la mise en place d'un dispositif de soutien à l'investissement des entreprises du bois, dont l'objet est :

- d'améliorer leur compétitivité par des sauts technologiques
- de pérenniser leurs emplois et d'augmenter leur attractivité en optimisant les conditions de travail

Ce dispositif a également pour but d'améliorer de la qualité des bois transformés en Drôme, afin de mieux satisfaire les besoins du marché par du bois local. Ceci aura pour conséquence :

- une plus grande mobilisation de bois d'œuvre dans les forêts drômoises.
- l'accès des entreprises aux systèmes de certifications des bois

Le projet de l'**entreprise** ...a été retenu car répondant aux critères d'éligibilité dudit règlement.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'attribution et de versement au titulaire de l'aide à l'investissement matériel ainsi que les engagements de ce dernier et du bénéficiaire.

ARTICLE 2 –PROGRAMME AIDE et MONTANT DE L'AIDE

L'aide accordée par le Département revêt la forme d'une subvention

Cet investissement peut être soutenu par des financements publics à hauteur de ...% dans le cadre de la mesure ...du PDR Rhône-Alpes, au titre du régime d'aide suivant....

Financeurs	Montant HT
Région AURA	... €
CD 26	... €
FEADER	... €
Total Financeurs publics	... €
Financement par Crédit-bail	
Montant total du projet	

Dans le cas de la présente convention, l'aide du Département est accordée à hauteur de ... €, calculée sur une assiette de dépenses de ... HT .

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE L'AIDE

Les versements (acomptes et / ou solde) sont effectués sur justification de la réalisation de l'opération et de la conformité de cette opération avec le contenu de la présente convention.

Le titulaire doit adresser au Département de la Drôme les pièces justificatives nécessaires (factures acquittées ou tout pièce comptable de valeur probante). Les factures fournisseur ou constructeur qui mentionne obligatoirement le moyen de paiement, la date effective du paiement (endossement du chèque, par exemple), ainsi que la signature et le cachet du fournisseur.

Le bénéficiaire doit fournir les photos constatant que sur l'investissement aidé par le Département a été apposée une plaque comportant la mention : «financé avec le soutien du Département de la Drôme» ainsi que le logo départemental.

Le titulaire s'engage à déposer la demande de paiement du solde dans les 6 mois qui suivent l'achèvement de l'opération (dernière facture acquittée). A l'expiration de ce délai, si la demande de solde n'a pas été déposée, sauf cas particuliers justifiés et notifiés au Département de la Drôme avant l'expiration du délai, l'annulation des aides et le reversement intégral de toute subvention perçue pourra être demandé.

Le paiement des sommes dues au titre de la présente décision est effectuée en un ou deux versements. L'acompte ne pourra excéder 50 % du montant prévisionnel de la subvention.

Les sommes seront versées au compte ouvert au nom du titulaire.

ARTICLE 4 - MISE À DISPOSITION DE L'AIDE

A l'issu du versement de l'aide, le titulaire s'engage à rétrocéder immédiatement et intégralement au bénéficiaire la subvention reçue sur les loyers échus à la date de réception.

ARTICLE 5 – VALIDITE DE LA DECISION D'OCTROI

Le délai de validité de décision d'octroi de la subvention est de 2 ans, après le 31 décembre de l'année d'attribution, à compter de la date de sa notification.

Il est prorogeable au maximum une fois, pour un an, par la Commission permanente dans des cas dûment justifiés. Toute dérogation complémentaire ne pourra être qu'exceptionnelle et sur décision de l'Assemblée départementale.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DU CREDIT-BAILLEUR

Le titulaire s'engage :

- à respecter les dispositions de l'article 4 ;
- à transmettre toutes informations relatives aux évènements énumérés ci-après, dans un délai de un mois à compter de la date de leur survenance :
 - en cas de modifications apportées aux conditions du crédit-bail
 - en cas de vente du bien décrit à l'article 2.
- à fournir au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander et qui entrent dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

Le bénéficiaire s'engage :

- ☐ à réaliser son programme d'investissement matériel tel qu'il est décrit dans la présente convention, ou sous son contrôle dans le cas où elle mandate un tiers pour la réalisation de l'ouvrage ;
- ☐ se porter acquéreur de l'investissement au terme du contrat de crédit-bail ;
- ☐ au maintien à minima de l'investissement aidé pendant 3 ans sur le site et dans l'entreprise à partir de la date de délibération de la Commission permanente du Conseil départemental ;

☐ à occuper et à maintenir l'activité et les emplois sur le site subventionné pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date de signature de la présente convention ;

☐ à fournir au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander, notamment les comptes annuels de l'entreprise.

ARTICLE 8 – INTERRUPTION de VERSEMENT, REVERSEMENT ET RESILIATION DU CONTRAT DE CREDIT BAIL

Le reversement de toute ou partie de la subvention sera exigée dans les cas suivants :

- dans le cas où le titulaire ou le bénéficiaire refuserait de communiquer au Département les documents et informations prévus dans la présente convention ;
- dans le cas où il apparaîtrait que tout ou partie de la somme reçue par le titulaire ou le bénéficiaire n'a pas été utilisée ou l'a été à des fins autres que celles prévues par la présente convention ;
- dans le cas où le bénéficiaire et le titulaire ne souhaitent pas poursuivre le programme et sollicitent la résiliation de la présente convention.

Les reversements sont effectués par le bénéficiaire dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Lorsqu'il y a reversement, le montant exigible est limité au cumul des sommes reçues au titre de la présente convention via les réductions de loyers.

Par exception, il n'y a pas demande de reversement si la rupture de contrat de crédit-bail est inhérente à un rachat anticipé du matériel loué, sous réserve que la part de la subvention équivalente aux réductions de loyers restant à courir à dater de la rupture du contrat et jusqu'au terme initialement prévu pour le contrat de crédit-bail vienne en déduction du prix de rachat du matériel. Le titulaire fournit au Département les éléments justifiant cette déduction.

De même si la rupture de contrat résulte de l'acquisition de matériel plus performant et ayant des fonctions équivalentes, la part de la subvention équivalente aux réductions de loyers restant à courir à dater de la rupture du contrat et jusqu'au terme initialement prévu pour le contrat de crédit-bail peut être réaffectée à un nouveau contrat de crédit-bail. Cette modification est constatée par un avenant à la présente convention.

Toutes les modifications financières ou matérielles du programme doivent être notifiées par écrit au Département.

Dans tous les cas, une modification du programme entraînant une diminution de l'assiette aura pour conséquence la réduction de l'aide accordée par le Département. En particulier, le remplacement d'un ou plusieurs équipements mentionnés à l'annexe technique par d'autres équipements ayant des fonctions différentes pourra entraîner, sur décision du Département, leur exclusion de l'assiette de l'aide.

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature. Elle prendra fin au plus tard lors du solde de la subvention départementale.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible de modifier la finalité ou l'équilibre financier du projet doit être notifiée par le bénéficiaire au Département de la Drôme avant sa réalisation.

Le Conseil départemental de la Drôme, après examen, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements du bénéficiaire inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par le Département par notification écrite, en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

La liquidation judiciaire de l'entreprise exploitante entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention à la date de jugement de la liquidation. Toute subvention non versée à cette date sera réputée caduque.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Valence, le....., en 3 exemplaires originaux.

M. ...
Le titulaire

M. ...
Le bénéficiaire

Marie-Pierre MOUTON
Présidente du Conseil
départemental